

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIORAT - Orliaguet

La Croix Basse
24370 Pechs-De-L'espérance

Références : DiPa/UbD 24-47/064/2026
Code AIOT : 0005209816

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement SIORAT - Orliaguet implanté La Croix Basse 24370 Pechs-de-l'Espérance. L'inspection a été annoncée le 29/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est effectuée suite à la visite de 2024 de la carrière CHAUSSE, où la centrale d'enrobé est installée. Il a été décidé de vérifier la situation administrative de cette installation et de vérifier si les prescriptions associées sont conformes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIORAT - Orliaguet
- La Croix Basse 24370 Pechs-de-l'Espérance

- Code AIOT : 0005209816
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIORAT a reçu le récépissé du 08 avril 2009 autorisant l'exploitation d'une centrale d'enrobé à froid installée sur l'emprise de la carrière CHAUSSE, localisée dans la commune d'Orliaguet - Pechs de l'Espérance (commune nouvelle).

La SAS NGE ROUTES assume la responsabilité de ces installations, la société SIORAT faisant partie du groupe, l'activité principale est classée en déclaration sous la rubrique 2521-2.b, les prescriptions sont précisées par :

- Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2521 : " Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrales) à froid "

La centrale d'enrobage fonctionne par campagne pour fabriquer à froid des graves émulsions utilisées principalement pour le reprofilage des routes départementales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 1.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 2.5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 4.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Mesure de bruit	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 8.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est recommandé que l'exploitant réalise un audit / recollement de l'installation en rapport avec l'Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2521 : " Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrales) à froid ".

Les constats réalisés lors de cette inspection sont précisés dans le rapport ainsi que les actions

correctives à mettre en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité de l'installation à la déclaration
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.
Constats : Les accès, les zones de stockage, l'implantation et les pistes de circulation par rapport à l'évolution de la carrière ont été modifiés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un nouveau plan de l'installation doit être réalisé. À minima, celui-ci doit comporter : <ul style="list-style-type: none">- la position des constructions, ouvrages ou infrastructure,- les pistes et voies de circulation,- les zones de stockage,- les réseaux et ouvrages (débourbeur / déshuileur / grille eaux de ruissellement...). Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes sont tenues à disposition de l'inspection de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Les installations et aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : L'inspection a constaté que les stocks de matériaux sont trop proche des fronts de taille.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé d'éloigner les stocks de matériaux des fronts de taille afin de garantir la protection

des salariés et des engins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification APAVE du 04/06/2025, mentionne pour information que des documents descriptifs de l'installation n'ont pas été fournis (plan des locaux, zone à risque...). Il convient de s'assurer si ces éléments sont nécessaires ou sans objet pour établir la vérification. Les travaux réalisés ou programmés afin de lever les non-conformités doivent être mentionnés dans les rapports.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que les documents non fournis pour la vérification électrique ne remettent pas en cause le rapport de vérification des installations électriques. L'exploitant justifie que les travaux ont été réalisés pour lever les non-conformités relevées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bombes, poteaux ...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc, d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;

<p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</p> <p>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>

<p>Constats :</p> <p><u>Signalisation</u> Les panneaux d'affichage et la signalisation concernant les règles de sécurité sont peu/pas visibles. Il est nécessaire d'installer un panneau d'affichage à l'entrée du site. À minima, il indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les règles de circulation pour les poids lourds et les véhicules légers, ainsi que les consignes de sécurité, • en caractères apparents, l'identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la société et du responsable. <p><u>Extincteurs</u> Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement. Les résultats de ces contrôles doivent être consignés sur un registre. Une signalétique extincteur doit être accrochée au-dessus de l'extincteur.</p> <p><u>Défense incendie</u> L'emplacement et la capacité de la réserve d'eau doivent être vérifiés auprès du SDIS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesure de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dernières mesures de bruit ont plus de 3 ans.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une nouvelle Évaluation Environnementale Acoustique doit être programmée en 2026. Ces mesures peuvent être réalisées en parallèle des contrôles programmés avec l'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois